



ARS Île-de-France
Mission conjointe : ARS / Conseil Départemental du Val d'Oise

Inspection sur place
2023-01-16

Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD)

Résidence Les Charmilles
1, rue des Charmilles. 95560 MONTSOULT

SYNTHESE DU RAPPORT DE CONTRÔLE

Tableau récapitulatif des écarts

Numéro	Contenu
E01	Absence d'actualisation, depuis 2015, du règlement de fonctionnement, devenu obsolète.
E02	Absence de projet d'établissement en cours de validité
E03	Absence de plan bleu transmis à la mission
E04	Absence de transmission à la mission des diplômes du directeur / gérant
E05	Insuffisance du temps de travail du médecin coordonnateur de l'établissement
E06	Absence d'information systématique du CVS sur les EI ou dysfonctionnements constatés
E07	Absence de plan d'amélioration de la qualité et de comité de pilotage ad hoc.
E08	Absence de procédure formalisée de signalement, de traitement et d'analyse des EI et EIG. Absence de transmission systématique et simultanée des EIG et des dysfonctionnements éventuels à l'ARS et au Département
E09	Absence de plan de formation des salariés transmis à la mission.
E10	Absence de fourniture du livret d'accueil
E11	Absence de procédure formalisée et actualisée pour l'organisation du circuit du médicament
E12	Absence de présentation des ordonnances originales à l'officine pharmaceutique qui délivre les produits prescrits, afin de permettre l'apposition sur les ordonnances des mentions réglementaires
E13	Absence de stock tampon distinct du contenu du sac d'urgence
E14	Absence d'enregistrement systématique sur un registre ou un système informatique ad hoc des entrées et sorties des produits conservés dans le coffre à stupéfiants et produits assimilées.
E15	Absence de formalisation de la prise en charge systématique de la douleur
E16	Absence d'utilisation systématique du logiciel Netsoins™, notamment par les professionnels extérieurs intervenant dans l'établissement.

Tableau récapitulatif des remarques

Numéro	Contenu
R01	Une ambiguïté sur la capacité de l'établissement est entretenue par le site internet qui revendique 65 chambres uniques et 4 chambres doubles, soit 73 places (65+8) alors que l'établissement n'est autorisé que pour 72 places d'hébergement permanent.
R02	Absence de formalisation de l'organisation des astreintes administratives et médicale
R03	Incomplétude des affichages administratifs de l'établissement
R04	Absence de procédure formalisée pour le signalement d'éventuels actes de maltraitance et de groupe d'analyses des pratiques
R05	Absence de registre pour le recueil des réclamations des résidents ou des familles et de suivi traçable de leur traitement.
R08	Incomplétude des dossiers administratifs des salariés
R09	Absence de procédure formalisée et/ou de livret d'accueil des nouveaux professionnels ou vacataires
R10	Absence de procédure en vigueur pour la rédaction des directives anticipées.
R11	Absence de formalisation de la liste des médicaments écrasables ou de procédure à ce propos.
R12	Absence de formalisation de la manière dont l'établissement revoit périodiquement ses procédures pour actualiser celles qui le nécessitent.
R13	Absence de formalisation de la manière dont l'établissement revoit périodiquement ses conventions avec d'autres types d'établissements pour actualiser celles qui le nécessitent.

Conclusion

L'inspection a mis en évidence une situation contrastée au sein de l'Ehpad :

En premier lieu, le fonctionnement global de l'établissement, son climat social, le niveau général des prestations proposées aux résidents ont paru à la mission globalement relativement satisfaisants.

En second lieu, toutefois, des fragilités jusqu'alors latentes, liées à l'absence de culture de l'écrit et de la traçabilité, commencent à se concrétiser du fait de plusieurs départs récents de l'établissement de professionnels, notamment des soignants, qui y étaient présents de longue date : l'absence de formalisation et d'actualisation des organisations et des processus internes de l'Ehpad transforment ces départs en une perte irréversible de savoirs et de savoirs faire.

En outre, l'absence de projet d'établissement, de règlement de fonctionnement, de plan bleu actualisés, l'absence de plan d'amélioration de la qualité également actualisé ne facilite pas la mobilisation des personnels autour d'objectifs clairs.

Au total, **la mission relève seize écarts à la réglementation** qui nécessitent que le gestionnaire et le directeur de l'établissement engagent sans délai des actions correctrices **et formule treize recommandations** pour améliorer et consolider la qualité et la sécurité des prises en charge et des prestations proposées aux résidents de l'établissement.